ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 3 août 1950, d'une demande d'avis sur un projet de loi relatif à l'exécution de l'article 68, alinéa 2, de la Constitution, a donné en sa séance du 18 septembre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 3e Augustus 1950 door de Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet betreffende de uitvoering van artikel 68, lid 2 van de Grondwet, heeft ter zitting van 18 September 1950 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi soumis à l'avis motivé du Conseil d'Etat a pour but de faire établir par le pouvoir législatif, la procédure par laquelle les Chambres donneront désormais aux traités internationaux l'assentiment requis par l'article 68, alinéa 2, de la Constitution.

I. Brève analyse de l'article 68 de la Constitution.

L'article 68 de la Constitution formule le principe que le pouvoir de conclure des traités avec les puissances étrangères est une prérogative exclusive du Roi. Toutefois,

1° les traités de commerce, ceux qui pourraient grever l'Etat ou lier individuellement des Belges, n'ont d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres (article 68, alinéa 2);

2° les traités qui ont pour objet une cession, un échange ou une adjonction de territoire, n'ont d'effet que s'ils ont été approuvés par une loi (article 68, alinéa 3).

II. Analyse de l'exposé des motifs du projet de loi.

L'exposé des motifs annonce les intentions du gouvernement en ce qui concerne ses rapports avec les Chambres en matière de relations étrangères.

Le gouvernement expose tout d'abord qu'il entend associer le Parlement "de façon continue à l'action gouvernementale dans ce domaine ".

A cette fin, il déclare qu'il déposera désormais sur le bureau des Chambres, pour leur information, les traités et conventions qui sortent leurs effets par le seul accord du Roi et en dehors de toute intervention des Chambres

./....

Dans le même ordre de préoccupations, l'exposé des motifs annonce ensuite qu'il entre dans les intentions du gouvernement d'aller au delà des prescriptions de l'alinéa 2 de l'article 68, et de soumettre désormais à l'assentiment des Chambres non seulement les traités énumérés dans ce texte, mais en outre "les traités de nature à affecter gravement les intérêts du pays ".

Le dispositif du projet de loi ne contient cependant aucune disposition relative à leur réalisation, parce que ce double objectif peut être atteint sans nouvelles dispositions législatives.

III. Analyse du projet de loi.

Le projet de loi formule les règles de la procédure suivant laquelle, dans la pensée du gouvernement, les Chambres pourront désormais donner leur assentiment aux traités visés par l'article 68, alinéa 2, de la Constitution.

Ces règles sont les suivantes :

1° les Chambres pourront, à la demande du Roi, donner leur assentiment à ces traités par un vote portant sur l'ensemble de leur texte (article 1er du projet de loi);

2° quand le Roi estimera qu'un de ces traités n'est pas de nature à donner lieu à un débat, il en ordonnera le dépôt sur le bureau de chacune des Chambres; à l'expiration d'un délai de trente jours, les assemblées seront présumées avoir donné leur assentiment au traité si elles n'en ont inscrit la discussion à leur ordre du jour, et si notification de cette inscription n'a pas été donnée au Ministre des Affaires étrangères (article 2 du projet de loi);

./....

3° le traité ayant reçu l'assentiment présumé des Chambres sera publié au Moniteur belge; toutefois, cette publication ne sera faite que par extrait si certaines dispositions seulement sont de nature à avoir effet en territoire belge (article 3, alinéas 1 et 2, du projet de loi);

4° un traité visé à l'article 68, alinéa 2, de la Constitution, ne pourra jamais avoir d'effet en territoire belge, antérieurement à l'assentiment des Chambres et à la publication au Moniteur belge (article 3, alinéa 4 du projet de loi);

5° les règles formulées dans les dispositions ci-dessus sont applicables aux traités relatifs à la Colonie (article 3, alinéa 5, du projet de loi).

IV. Examen des articles.

L'article 1er, alinéa 1er, du projet de loi tend à consacrer une pratique parlementaire qui s'est instaurée dès l'origine de nos institutions nationales sans avoir jamais donné lieu à difficulté sérieuse.

C'est normalement par un article unique déclarant que "le traité de ..... conclu le ..... entre la Belgique et ..... sortira son plein et entier effet" que s'est exprimé depuis plus d'un siècle l'assentiment des Chambres exigé par l'article 68, alinéa 2, de la Constitution.

../..

On ne voit guère d'utilité à faire consacrer par une disposition légale, une pratique plus que centenaire à moins que l'objectif ne soit de mettre fin, par voie législative, à une controverse doctrinale.

Certains publicistes contestent, en effet, la constitutionnalité de la pratique traditionnelle parce qu'elle serait contraire tant à l'article 41 de la Constitution qui prescrit le vote des projets de lois, article par article, qu'à l'article 42 qui dispose que les Chambres ont le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés.

On perd de vue,quand on oppose cette objection, que les articles 41 et 42 de la Constitution ne visent que le vote des projets de lois. Or, c'est le texte de l'assentiment qui constitue le projet de loi,et non le texte du traité.

Nonobstant la tradition, il est loisible au Roi de demander l'assentiment des Chambres sous une forme autre que le dépot d'un projet de loi, et il pourrait même, s'il l'estime opportun,demander cet assentiment simultanément aux deux Chambres. Point n'est besoin de légiférer à cet effet.

Il est loisible aux Chambres de donner ou de refuser cet assemtiment par une résolution,comme elles le font en exécution des articles 60, 61 et 62 de la Constitution. Les Chambres ont à déterminer la procédure qu'elles suivront lorsque leur assentiment est demandé. Etant donné le nombre croissant de traités conclus par le gouvernement, elles pourraient instaurer une procédure plus rapide que celle que requiert le vote d'un projet de loi.

./....

Une initiative du Roi et un aménagement des règlements de la Chambre et du Sénat suffiraient donc pour atteindre le but principal que poursuit l'article 1er du projet.

L'adoption de cet article ne présenterait donc guère d'avantage et soulèverait, au contraire, une objection constitutionnelle. Une loi ne peut enlever aux Chambres la prérogative qu'elles tiennent de l'article 46 de la Constitution, de déterminer par leur règlement le mode suivant lequel elles exercent leurs attributions.

\+

\+ +

L'article 2 du projet de loi tend à introduire dans notre droit public une audacieuse innovation : l'assentiment des Chambres par voie de présomption légale déduite de l'absence de volonté contraire de la part des assemblées.

Sans doute peut-on admettre, sans aller à l'encontre des textes constitutionnels, que l'assentiment des Chambres peut être donné dans une forme autre que celle de la loi; le rapprochement des alinéas 2 et 3 de l'article 68 de la Constitution paraît même recommander cette interprétation.

Il n'en reste pas moins que l'article 2 du projet de loi est en opposition avec diverses dispositions constitutionnelles.

./.....

D'une part, ainsi qu'il a déjà été exposé ci-dessus à l'occasion de l'examen de l'article 1er, la loi ne peut enlever aux Chambres le pouvoir que leur confère l'article 46 de la Constitution de déterminer, par leur règlement, le mode suivant lequel chacune d'elles exerce ses attributions.

D'autre part, l'article 38 de la Constitution exige qu'aucune résolution des Chambres ne soit prise qu'autant que la majorité de leurs membres ne soit réunie et que la résolution ne soit votée à la majorité absolue des suffrages.

Enfin, il est impossible de réputer compatible avec le principe de la séparation des pouvoirs, la prérogative que conférerait au Roi l'article 2 du projet de loi de notifier à chacune des Chambres que si, dans le délai de trente jours à compter du dépôt d'un traité international sur son bureau, elle n'en a pas inscrit la discussion à son ordre du jour et n'a pas signifié cette inscription au Ministre des Affaires étrangères, le traité sera réputé avoir reçu l'assentiment prévu par l'article 68, alinéa 2, de la Constitution.

\+

\+ \+

C'est en vain que l'on tenterait de justifier le recours à la méthode de l'assentiment présumé des Chambres en excipant de différentes lois qui ont admis que l'absence de volonté contraire des Chambres dans un délai déterminé pouvait être interprétée dans le sens d'une approbation.

a) L'article 15 de la loi du 18 octobre 1908, modifiée par la loi du 5 mars 1912 sur le gouvernement du Congo belge, dispose que tous les projets de décrets portant sur les concessions d'une importance spéciale seront déposés avec toutes les pièces justificatives, pendant trente jours de session sur les bureaux des deux Chambres.

Ce délai expiré, si les Chambres n'ont pas manifesté de volonté contraire, le projet de décret peut être soumis à la signature royale et rendu exécutoire.

b) L'article 18 de la loi du 19 juillet 1930, modifiée par la loi du 28 décembre 1937 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, dispose :
"Chaque année la Régie dresse ses comptes de prévision pour l'exercice suivant : les comptes sont soumis aux Chambres législatives par le ministre qui a les télégraphes et les téléphones dans ses attributions, au plus tard le 1er décembre précédant l'exercice auquel ces prévisions se rapportent.
A défaut d'être votés au plus tard le 1er mars de l'année en gestion, les comptes seront considérés comme approuvés de plein droit par les Chambres législatives.".

c) L'article 6 de la loi du 11 juillet 1935 instituant l'Office national pour la jonction Nord-midi prévoit que "le ministre des transports soumettra chaque année aux Chambres, avant le 15 novembre, un rapport sur l'exercice écoulé en même temps que le compte de prévision de cet Office pour l'année suivante; à défaut pour les Chambres d'avoir voté ce compte avant le 1er janvier, celui-ci sera considéré commé adopté avec l'approbation des crédits correspondants ".

d) L'article 14, alinéa 4, de la loi du 28 décembre 1948 concernant l'Oeuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, prévoit que "le budget est publié au Moniteur belge dans la première quinzaine de la gestion. L'approbation de ce budget par les Chambres est considérée comme acquise par le vote qu'elles émettent sur la subvention portée au budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille."

./...

e) L'article 27 de l'arrêté-loi du 20 novembre 1946 créant la Régie des voies aériennes porte que "le projet de budget de la Régie des voies aériennes est établi par le ministre chargé de l'aéronautique civile, en accord avec le ministre ayant le budget dans ses attributions.

Ce projet de budget ainsi que le rapport sur l'activité de la Régie des voies aériennes pendant l'exercice écoulé, sont déposés sur le bureau des Chambres législatives par les soins du ministre ayant l'aéronautique civile dans ses attributions, au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède l'exercice auquel il se rapporte.

A défaut pour les Chambres d'avoir voté le budget avant le 1er janvier, celui-ci sera considéré comme adopté de plein droit avec approbation des crédits correspondants."

\+

\+ \+

On observera immédiatement que les situations envisagées par les lois dont il est question ci-dessus sont très différentes de celle qu'entend régler le projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat.

En ce qui concerne tout d'abord la loi sur le gouvernement du Congo belge, on constate que les décrets ne doivent pas faire normalement l'objet d'une approbation par les Chambres. Dans le cas de l'article 15, il s'agit d'une garantie supplémentaire qu'il était loisible au législateur d'inscrire dans la Charte coloniale puisqu'aucune exigence constitutionnelle contraire ne venait mettre de limite à son pouvoir.

Quant aux autres lois visées aux litteræ b à e ci-dessus, elles règlent le fonctionnement d'établissements parastataux jouissant de la personnification juridique et, par conséquent, distincts de l'Etat.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat rappelle au surplus que, saisi de deux projets de loi, l'un relatif à la radiodiffusion nationale belge, l'autre à l'organisation du service social de l'armée, qui, l'un et l'autre, prévoyaient la possibilité d'une approbation présumée du budget de ces établissements publics, il a, dans deux avis, formulé des réserves expresses sur la constitutionnalité d'une telle mesure (avis n°L.187 du 15 février 1949 et n° L.246 du 10 décembre 1949).

\+

\+ +

L'article 3, alinéa 1er , du projet de loi ordonne la publication au Moniteur belge des traités qui auront reçu l'assentiment des Chambres dans la forme prévue à l'article 2.

La publication est le seul procédé efficace et certain pour porter le traité à la connaissance des citoyens (article 3, alinéa 1er) ainsi que l'assentiment qui lui a été donné par les Chambres (article 3, alinéa 3).

./.....

L'alinéa 2 de cet article 3 restreint toutefois, dans certains cas, l'étendue de la publication.

Il prévoit, en effet, que "si seules certaines dispositions d'un traité sont de nature à avoir effet en territoire belge, la publication a lieu par extrait ".

Aucune disposition constitutionnelle ou légale ne détermine,à ce jour, la manière dont seront publiés les traités internationaux. Cette disposition n'est, dès lors, en opposition avec aucun texte de droit positif. Les citoyens ne seront toutefois liés que par les dispositions du traité qui auront été publiées au Moniteur belge.

C'est ce que rappelle,du reste,l'alinéa 4 de l'article 3 du projet.

\+

\+ +

La loi devrait préciser dans quelles langues la publication du traité doit se faire. Les instruments diplomatiques sont fréquemment dressés en français et dans la langue du pays contractant avec la Belgique. Les deux textes font foi. Le Conseil d'Etat a été appelé à donner son avis sur des traités rédigés en arabe et en grec. La publication dans des langues inusitées en Belgique présenterait des difficultés matérielles que le gouvernement désire sans doute éviter. Dans ce cas, le projet pourrait être complété sur ce point.

\+

\+ +

./...

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations à formuler à propos de l'article 3, alinéa 5.

Toutes les remarques qu'il a présentées ci-dessus relativement aux traités applicables au territoire métropolitain conservent toute leur valeur en ce qui concerne les traités qui intéressent la Colonie.

Het ontwerp van wet,dat voor beredeneerd advies aan de Raad van State is voorgelegd, heeft tot doel door de wetgevende macht de procedure te laten vaststellen, volgens welke de Kamers voortaan hun goedkeuring vereist bij artikel 68, tweede lid, van de Grondwet aan de internationale verdragen zullen hechten.

I. Bondige ontleding van artikel 68 van de Grondwet.

Het beginsel,in artikel 68 van de Grondwet vastgelegd,is dat de macht om verdragen met vreemde mogendheden te sluiten een uitsluitend prerogatief is van de Koning. Evenwel

1° de handelsverdragen en de verdragen, waardoor de Staat zou kunnen worden bezwaard of Belgen persoonlijk gebonden, zijn slechts van kracht nadat zij door de Kamers zijn goedgekeurd (artikel 68, tweede lid) ;

2° de verdragen, die afstand, ruiling of aanhechting van grond gebied tot voorwerp hebben, zijn slechts van kracht zo zij door een wet zijn aangenomen (artikel 68, derde lid).

II. Ontleding van de memorie van toelichting van het ontwerp van wet.

De memorie van toelichting deelt mede, welke de inzichten van de regering zijn ten aanzien van haar verhouding tot het Parlement inzake buitenlandse betrekkingen.

Allereerst zet de regering uiteen, dat zij het Parlement "voortdurend wil laten deelnemen aan de werkzaamheden van de regering op dat gebied".

.../...

Zij verklaart dat zij te dien einde de verdragen en conventies, die alleen door het akkoord van de Koning en buiten alle immenging der Kamers van kracht worden, voortaan tot kennisgeving bij de Kamers zal indienen.

In dezelfde gedachtengang kondigt de memorie van toelichting vervolgens aan, dat de regering voornemens is verder te gaan dan het voorschrift van het tweede lid van artikel 68 en voortaan ter goedkeuring aan de Kamers voor te leggen niet alleen de in die tekst genoemde verdragen, maar ook "de verdragen die de belangen van de Staat zwaar kunnen treffen".

Het beschikkend gedeelte van het ontwerp van wet behelst nochtans geen enkele bepaling betreffende de verwezenlijking, omdat dit tweevoudige oogmerk zonder nieuwe wetgevende bepalingen kan worden bereikt.

III. Ontleding van het ontwerp van wet.

Het ontwerp van wet bepaalt de regelen van de procedure, volgens welke, naar het inzicht van de regering, de Kamers voortaan hun goedkeuring kunnen hechten aan de in artikel 68, tweede lid, van de Grondwet genoemde verdragen.

Die regelen zijn de volgende :

1° de Kamers kunnen, op verzoek van de Koning, aan die verdragen hun goedkeuring hechten door een stemming over de tekst in zijn geheel (artikel 1 van het ontwerp van wet) ;

2° indien de Koning oordeelt dat een van die verdragen niet van de aard is dat het tot een bespreking kan aanleiding geven, beveelt hij dat het op het bureau van elke der Kamers zal worden neergelegd ; na verloop van een termijn van dertig dagen worden de Kamers geacht hun goedkeuring aan het verdrag te hebben gehecht, zo zij de bespreking

.../...

er van niet op hunne dagorde hebben ingeschreven en zo van die inschrijving geen kennis is gegeven aan de Minister van Buitenlandse Zaken (artikel 2 van het ontwerp van wet) ;

3° wanneer het verdrag vermoed wordt de goedkeuring der Kamers te hebben ontvangen, wordt het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt ; nochtans wordt de tekst slechts bij uittreksel gepubliceerd, indien alleen sommige bepalingen van de aard zijn dat zij op Belgisch grondgebied uitwerking hebben (artikel 3, eerste en tweede lid, van het ontwerp van wet) ;

4° een verdrag zoals bedoeld bij artikel 68, tweede lid , van de Grondwet, kan nimmer op Belgisch grondgebied uitwerking hebben vóórdat het door de Kamers is goedgekeurd en in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt (artikel 3, vierde lid,van het ontwerp van wet) ;

5° de regelen,in de bovenstaande bepalingen vastgelegd,zijn toepasselijk op de verdragen met de Kolonie (artikel 3, vijfde lid, van het ontwerp van wet).

IV. Onderzoek der artikelen.

Artikel 1, eerste lid, van het ontwerp van wet strekt er toe, een parlementaire praktijk te bekrachtigen die sinds de aanvang van onze nationale instellingen is gevestigd en nooit ernstige moeilijkheden heeft opgeleverd.

Sedert meer dan honderd jaar spreken de Kamers hun goedkeuring, bij artikel 68, tweede lid van de Grondwet vereist, gewoonlijk uit door middel van een enig artikel, waarin verklaard wordt dat "het verdrag van . ... gesloten de ..... tussen België en ..... zal volledig uitwerking hebben".

.../...

Het is niet duidelijk welk nut het heeft, een meer dan honderdjarige praktijk door een wetsbepaling te bekrachtigen, tenzij de bedoeling was, langs wetgevende weg een einde te maken aan een controverse inzake rechtsleer.

De grondwettelijkheid van de traditionele praktijk wordt immers door sommige auteurs van publiek recht betwist ; zij zou in strijd zijn zowel met artikel 41 van de Grondwet, dat voorschrijft dat over ontwerpen van wet artikelsgewijs wordt gestemd, als met artikel 42, dat bepaalt dat de Kamers het recht hebben de artikelen en de amendementen die werden voorgesteld te wijzigen en te splitsen.

Hij die deze tegenwerping maakt, verliest uit het oog dat de artikelen 41 en 42 van de Grondwet alleen betrekking hebben op de stemming over ontwerpen van wet. De tekst van de goedkeuring, niet de tekst van het verdrag, vormt echter het ontwerp van wet.

Ondanks de traditie, staat het de Koning vrij de goedkeuring van de Kamers onder een andere vorm dan het indienen van een wetsontwerp te vragen; zelfs kan hij, zo hij dit nodig oordeelt, die goedkeuring aan beide Kamers gelijktijdig vragen. Enige wetgeving is daarvoor niet vereist.

Het staat de Kamers vrij, door een besluit die goedkeuring te geven of te weigeren zoals zij zulks doen ter uitvoering van de artikelen 60, 61 en 62 van de Grondwet. De Kamers moeten vaststellen, welke procedure zij zullen volgen wanneer hun instemming wordt gevraagd. Met het oog op het toenemend aantal verdragen door de regering gesloten, zouden zij een snellere procedure kunnen invoeren dan die, welke de stemming over een ontwerp van wet vereist.

.../...

Een initiatief van de Koning en een aanpassing van het reglement van Kamer en Senaat zouden dus voldoende zijn, om het hoofddoel van artikel 1 van het ontwerp te bereiken.

De aanneming van dit artikel zou dus geen enkel voordeel bieden, maar zou daarentegen een grondwettelijk bezwaar doen rijzen. De Kamers kunnen niet door een wet beroofd worden van het prerogatief, waarover zij op grond van artikel 46 der Grondwet beschikken, om in hun reglement te bepalen op welke wijze zij van hun bevoegdheden gebruik maken.

\+

\+ \+

Artikel 2 van het ontwerp van wet wil in ons publiek recht een gedurfde innovatie invoeren : de goedkeuring der Kamers langs de weg van het wettelijk vermoeden, afgeleid uit de afwezigheid van een strijdige wilsbeschikking van de vergaderingen.

Ongetwijfeld kan men, zonder met enige tekst uit de Grondwet in botsing te komen, aannemen dat de goedkeuring der Kamers op een andere wijze dan bij een wet kan worden gegeven ; een vergelijking van het tweede en het derde lid van artikel 68 van de Grondwet lijkt deze interpretatie zelfs aan te bevelen.

.../...

Niettemin blijft het zo, dat artikel 2 van het ontwerp met verschillende grondwettelijke bepalingen in tegenspraak is.

Enerzijds kunnen, zoals hierboven bij het onderzoek van artikel 1 reeds is uiteengezet, de Kamers niet door een wet beroofd worden van het recht, hun bij artikel 46 van de Grondwet verleend, om in hun reglement te bepalen op welke wijze zij van hun bevoegdheden gebruik maken.

Anderzijds, eist artikel 38 van de Grondwet dat geen van beide Kamers een besluit zou nemen, zo niet de meerderheid van haar leden aanwezig is en zo het besluit niet bij volstrekte meerderheid der stemmen is genomen.

Tenslotte, kan met het beginsel van de scheiding der machten onmogelijk verenigbaar worden geacht het prerogatief, dat artikel 2 van het ontwerp van wet aan de Koning zou verlenen, en dat er in zou bestaan elk der beide Kamers er van in kennis te stellen dat het internationaal verdrag geacht wordt de goedkeuring, zoals bedoeld in artikel 68, tweede lid, van de Grondwet, te hebben ontvangen, indien zij binnen de termijn van dertig dagen, te rekenen van de nederlegging op haar bureau, de bespreking er van niet op haar agenda heeft ingeschreven en die inschrijving niet aan de Minister van Buitenlandse Zaken heeft betekend.

+

\+ +

.../...

Vruchteloos zou men trachten, het procédé van de vermoedelijke instemming der Kamers te verantwoorden door zich te beroepen op verschillende wetten, waarin is aangenomen dat de afwezigheid van een strijdige wilsbeschikking van de Kamers binnen een bepaalde termijn als een goedkeuring kan worden geïnterpreteerd.

a) Artikel 15 van de wet van 18 October 1908 op het beheer van Belgisch-Congo, gewijzigd bij de wet van 5 Maart 1912, bepaalt dat alle ontwerpen van decreet die op de bijzonder belangrijke concessies betrekking hebben, gedurende dertig dagen van het zittingsjaar met al de stukken tot staving op het bureau van beide Kamers worden nedergelegd.

Indien de Kamers na het verstrijken van deze termijn niet van een strijdige wil hebben doen blijken, mag het ontwerp ter ondertekening aan de Koning worden voorgelegd en uitvoerbaar verklaard.

b) Artikel 18 van de wet van 19 Juli 1930 tot oprichting van de Regie van telegraaf en telefoon, gewijzigd bij de wet van 23 December 1937, bepaalt :

" Elk jaar maakt de Regie hare voorzieningsrekeningen voor het daaropvolgende dienstjaar op; die rekeningen worden, uiterlijk op 1 December vóór het dienstjaar waarop die voorzieningen betrekking hebben, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd door de Minister die de telegraaf en telefoon in zijn bevoegdheid heeft.
Zijn die rekeningen niet ten laatste op 1 Maart van het beheersjaar gestemd, dan worden zij beschouwd als van rechtswege goedgekeurd door de Wetgevende Kamers.".

.../...

c) Artikel 6 van de wet van 11 Juli 1935 tot oprichting van het Nationaal Bureau voor de voltooiing der Noord-Zuidverbinding bepaalt:

" Ieder jaar, vóór 15 November, dient de Minister van Verkeerswezen, bij de Kamers, verslag in over het verlopen dienstjaar; tevens legt hij de rekening over van de voorziene uitgaven van het bureau, voor het volgende jaar; wordt die rekening door de Kamers niet goedgekeurd vóór 1 Januari, dan wordt zij geacht te zijn aangenomen met goedkeuring van de desbetreffende kredieten.".

d) Artikel 14, vierde lid, van de wet van 28 December 1948 betreffende het Nationaal Werk van de wezen, weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie van de oorlogsslachtoffers bepaalt: "de begroting wordt binnen de eerste vijftien dagen van het beheer in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt. De goedkeuring van deze begroting door de Kamers wordt als verworven beschouwd bij de stemming, die zij uitbrengen betreffende de toelage, uitgetrokken op de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin.".

e) Artikel 27 van de besluitwet van 20 November 1946 tot oprichting van de Regie der luchtwegen bepaalt, dat "het ontwerp van begroting van de Regie der luchtwegen door de minister, die met de burgerlijke luchtvaart belast is, opgemaakt wordt in overleg met de minister, tot wiens bevoegdheid de begroting behoort.

Dat ontwerp van begroting, alsmede het verslag over de bedrijvigheid van de Regie der luchtwegen gedurende het verlopen dienstjaar, worden door toedoen van de minister tot wiens bevoegdheid de burgerlijke luchtvaart behoort bij de wetgevende Kamers ingediend uiterlijk op 30 September van het jaar vóór het dienstjaar waarop het betrekking heeft.

.../...

Zo die begroting niet vóór 1 Januari door de Kamers gestemd wordt, zal zij worden beschouwd als rechtens aangenomen na goedkeuring van de desbetreffende kredieten.".

\+

\+ \+

Het is onmiddellijk duidelijk, dat de toestanden waarop de zoëven genoemde wetten betrekking hebben, zeer verschillen van die, welke moeten geregeld worden door het ontwerp van wet dat aan de Raad van State voor advies is voorgelegd.

Wat vooreerst de wet op het beheer van Belgisch-Congo betreft, moet worden vastgesteld dat de decreten normaal niet door de Kamers moeten worden goedgekeurd. In het geval van artikel 15 gaat het om een bijkomende waarborg, die de wetgever al dan niet in het Koloniaal Handvest kon opnemen, aangezien in de Grondwet geen enkele strijdige eis voorkomt die aan zijn macht een grens zou stellen.

De andere, hierboven onder de littera's b tot e genoemde wetten, op hun beurt regelen de werking van parastatale instellingen die rechtspersonen en, dienvolgens, van de Staat onderscheiden zijn.

\+

\+ \+

.../...

De Raad van State herinnert er bovendien aan dat hij, naar aanleiding van twee bij hem aanhangig gemaakte ontwerpen van wet -een betreffende de Belgische nationale radio-omroep, het andere betreffende de inrichting van de sociale dienst van het leger-, welke beide ontwerpen de mogelijkheid van een vermoedelijke goedkeuring van de begroting dier inrichtingen bepaalden, in twee adviezen uitdrukkelijk voorbehoud heeft gemaakt over de grondwettelijkheid van een zodanige maatregel (advies nr L.187 van 15 Februari 1949 en nr L.246 van 10 December 1949).

\+

\+ \+

Artikel 3, 1e lid, van het ontwerp van wet beveelt dat de verdragen, die de goedkeuring der Kamers in de vorm bedoeld in artikel 2 hebben ontvangen, in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

De bekendmaking is de enige doelmatige en veilige manier om het verdrag (artikel 3, eerste lid) en de goedkeuring die de Kamers er aan hebben gehecht (artikel 3, derde lid) ter kennis van de burgers te brengen.

Het tweede lid van bedoeld artikel 3 beperkt evenwel de omvang van de bekendmaking in sommige gevallen.

.../...

Het bepaalt immers dat,"indien slechts sommige bepalingen van een verdrag van die aard zijn dat ze op Belgisch grondgebied uitwerking hebben, gezegd verdrag in uittreksel wordt bekendgemaakt".

Geen enkele grondwettelijke of wettelijke bepaling heeft tot op heden uitgemaakt, op welke wijze de internationale verdragen worden bekendgemaakt. Deze bepaling is dus niet in tegenspraak met enige tekst van stellig recht. De burgers zullen evenwel slechts gebonden zijn door die bepalingen van het internationaal verdrag, die in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt.

Overigens wordt daar in het vierde lid van artikel 3 van het ontwerp aan herinnerd.

\+

\+ \+

De wet zou moeten aangeven in welke talen het verdrag zal worden bekendgemaakt. De diplomatieke oorkonden zijn vaak opgesteld in het Frans en in de taal van het land dat met België verdrag sluit. Beide teksten hebben rechtskracht. De Raad van State is reeds om advies gevraagd over in het Arabisch en het Grieks gestelde verdragen. De bekendmaking in voor België ongebruikelijke talen zou materiële moeilijkheden met zich brengen, die de regering ongetwijfeld wenst te vermijden. Zo zulks het geval is,kan het ontwerp ten deze worden aangevuld.

\+

\+ \+

De Raad van State heeft geen opmerkingen bij artikel 3, vijfde lid.

Alle beschouwingen hierboven over de verdragen van toepassing in het moederland behouden al hun waarde wat betreft de verdragen die de Kolonie aanbelangen.

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : V. DEVAUX, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
A.G. VRANCKX, raadsheren van State

G. DOR, assesseurs de la section de législation
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) V. DEVAUX.

expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel.

Le 1950. De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.